

Rupture progressive de l'isolement diplomatique du Burundi

PANA, 05 avril 2016 Bujumbura, Burundi - De nouveaux ambassadeurs sud-coréen, algérien, sud-soudanais, koweïtien (photo), malien et cubain ont présenté, mardi, des lettres de créance au chef de l'Etat burundais, Pierre Nkurunziza, dont la réélection controversée à la tête du pays pour un troisième quinquennat, l'année dernière, n'est reconnue à chaud que par une poignée de pays étrangers, a-t-on appris de source officielle à Bujumbura.

Sur les différents continents, seules les Russes et les Chinois n'avaient pas trouvé à redire et s'étaient empressés de féliciter à chaud le président burundais après une réélection, en juillet dernier, qui avait donné lieu à des manifestations hostiles de rue durement réprimées et dont les séquelles ne sont pas aujourd'hui encore complètement effacées. Le 3 mars dernier, les services de communication de la présidence de la République avaient encore fort médiatisé une cérémonie devenue rare de présentation des lettres de créance de nouveaux ambassadeurs d'Italie, de Danemark, de Suisse, de la Sierra Leone, du Kenya ou encore de l'Australie. Au niveau régional, le pouvoir burundais a récemment encore engrangé des succès diplomatiques remarquables, en parvenant à placer son candidat, Libérat Mpfumukeko, à la tête du trés convoité Secrétariat exécutif de la Communauté d'Afrique de l'Est/East African Community (EAC). En plus, le Kenya, le Rwanda, l'Ouganda, la Tanzanie et, depuis peu, le Sud Soudan. Le ministre burundais des Finances, Tabou Abdallah Manirakiza vient encore à peine d'être nommé au poste de directeur adjoint de la Communauté économique des Etats d'Afrique Centrale (CEEAC), chargé du département des programmes, du budget, de l'administration et des ressources humaines. Les dix pays membres de la CEEAC sont le Burundi, l'Angola, le Cameroun, la République Centrafricaine, le Congo-Brazzaville, la République démocratique du Congo (RDC), le Gabon, la Guinée équatoriale, Sao Tomé-et-Principe, ainsi que le Tchad. Tout reste par contre à refaire pour que les relations diplomatiques du Burundi avec l'Union européenne (UE), en même temps son principal bailleur de fonds étranger, reviennent à la normale. Les 28 membres de l'UE ont officialisé, le mois dernier, une mesure portant suspension des appuis financiers directs, à «faute de progrès suffisants» de la part du gouvernement burundais dans le règlement de la crise par un dialogue inclusif avec tous ses adversaires politiques. Au sein de l'UE, qui mise sur l'arme des sanctions économiques pour faire fléchir le pouvoir de Bujumbura, les relations sont particulièrement tendues avec la Belgique qui n'a toujours pas révisé l'aval pour faire accréditer un nouvel ambassadeur dans la capitale burundaise. Plusieurs mois sont déjà écoulés depuis l'expulsion du précédent ambassadeur belge au Burundi, accusé d'être à l'origine d'une détérioration des relations avec l'ancienne colonie belge d'Afrique centrale. Les relations diplomatiques sont encore exécrables avec le plus proche voisin rwandais, accusé d'ingérence dans les affaires intérieures du Burundi. Avec les Etats unis d'Amérique, les relations sont également au point mort suite au retrait du Burundi, depuis le 1er janvier dernier, de la liste des pays bénéficiaires des opportunités d'affaires avec les Américains, dans le cadre du projet AGOA. Le Burundi peut se passer difficilement des aides financières extérieures dont il dépend habituellement pour plus de 50% du budget national, rappelle-t-on dans les milieux d'affaires à Bujumbura.